

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Pierre, Andrew J. (ed.). *Unemployment and Growth in the Western Economies*. New York, Council on Foreign Relations, Coll. « Europe America », no 2, 1984, 152 p.

par Alain Noël

Études internationales, vol. 16, n° 2, 1985, p. 430-431.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701854ar>

DOI: 10.7202/701854ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

nalistes, Doran parle de certaines données qui illustrent bien l'évolution positive du Canada. Ainsi dans le domaine de la programmation et de la publication, la production canadienne s'accroît continuellement. Aussi, les gens ont davantage de contact avec l'extérieur et un plus grand nombre de jeunes font leurs études post-secondaires au pays. L'auteur croit que ces phénomènes démontrent bien que le Canada n'est pas influencé aussi négativement que certains le prétendent, par la présence toujours grandissante de « l'American way of life ». Doran semble déplorer le fait que les nationalistes sont prêts à accepter un niveau de vie plus bas si cela assure une plus grande autonomie politique et culturelle au pays. Il dit que de toute façon le phénomène est dur à analyser puisque le Canada, contrairement à la France, l'Espagne ou encore l'Allemagne de l'Ouest, ne cherche pas à présenter un visage unique et homogène face au monde extérieur.

À notre avis, Doran est un peu trop optimiste face au phénomène culturel puisque la télévision et la littérature américaines sont tellement présentes et possèdent des moyens financiers beaucoup trop grands pour que la production canadienne espère s'y mesurer, même modestement. Il est certain que la diversité culturelle canadienne empêche peut-être notre pays de présenter un front commun qui pourrait sans doute mieux résister au géant « yankee ». Mais n'est-ce pas là le prix à payer pour une si petite population aussi peu unie et vivant dans un si grand pays ?

Mais dans l'ensemble, l'ouvrage de Doran est une réussite en ce sens qu'il rassurera probablement plusieurs personnes qui s'inquiètent de l'avenir commercial de notre pays face aux États-Unis. Mais il n'en est pas de même pour l'impact culturel, puisque ses arguments ne sont pas convaincants et on comprend pourquoi il nous prévient que l'impact de l'interdépendance commerciale Canada-États-Unis sur l'autonomie politique et culturelle du Canada est assez complexe.

Nicolas LANDRY

Département d'histoire
Université Laval

PIERRE, Andrew J. (ed.). *Unemployment and Growth in the Western Economies*. New York, Council on Foreign Relations, Coll. « Europe America », n° 2, 1984, 152 p.

Ce livre du *Council on Foreign Relations* réunit quatre courtes études sur la crise actuelle et ses conséquences. Ce faisant, il permet au lecteur de faire un tour rapide de la question et, surtout, il laisse clairement voir les divergences entre les analyses proposées. Il s'agit donc d'une introduction succincte et bien concrète aux débats qui divisent les économistes conservateurs et libéraux, débats qui influencent les décideurs politiques de façon significative.

Le premier article est écrit par Marina v. N. Whitman, vice-présidente et économiste en chef de General Motors, présentement membre du Comité consultatif sur la réforme du système monétaire international au Département du Trésor américain. Pour elle, les problèmes actuels – chômage et croissance faible – ne peuvent s'expliquer entièrement par la conjoncture économique et les politiques d'austérité. Le chômage provient, d'abord et avant tout, du fait que les salaires réels ont progressé plus rapidement que la productivité dans les années 1970. Le facteur travail « *has priced itself out of the market* ». Il s'agit donc d'éliminer les « rigidités » qui affectent le marché du travail, que ce soit le syndicalisme, le salaire minimum, ou des programmes d'assurance-chômage trop généreux. Les États-Unis de Reagan donnent l'exemple, et Whitman cite le cas de nombreux secteurs où les salaires ont diminué. Elle déplore par contre l'adoption en Europe de politiques structurelles qui prennent ces rigidités pour acquises.

La position de Raymond Barre, auteur du second article, est quelque peu différente. Il souligne également la nécessité de diminuer les coûts salariaux et les rigidités du marché du travail, mais il insiste surtout sur l'importance de politiques macro-économiques équilibrées, en mettant l'accent sur la lutte à l'inflation et la réduction des déficits budgétaires. Il croit peu à une éventuelle concertation pour la relance des économies occidentales, mais in-

siste, comme tous les auteurs d'ailleurs, sur l'importance d'un retour des États-Unis à des politiques monétaires et fiscales plus équilibrées.

Le problème avec ce type d'analyse, c'est qu'on ne voit pas très bien d'où viendra la demande une fois la compétitivité rétablie. Les salaires seront plus bas et les budgets gouvernementaux restrictifs. Quant à la demande extérieure, Whitman souligne avec justice que tous les pays ne peuvent être excédentaires en même temps. Il ne reste que les investissements. Mais, comme le note James Tobin dans l'article qui suit, avec une capacité actuellement excédentaire et des perspectives incertaines en termes de vente, il s'agit d'une base bien fragile pour la relance.

Tobin, prix Nobel en 1981, démontre clairement les limites de l'analyse conservatrice et les incohérences théoriques des politiques américaines actuelles. En effet, s'il y a maintenant une reprise aux États-Unis, c'est avant tout parce que le gouvernement a suivi, malgré lui, une politique de relance keynésienne on ne peut plus classique. La politique monétaire a été assouplie à l'automne 1982, au moment même où les impôts étaient coupés et où les dépenses, notamment militaires, augmentaient. La reprise ne pouvait que suivre. Selon Tobin, la récession et les politiques d'austérité ont brisé la dynamique inflationniste et, si l'effort est concerté et prudent, les gouvernements pourraient adopter des politiques expansionnistes sans risque de flambée des prix et des salaires. Sans cela, la récession va se poursuivre, faute de demande.

Dans le quatrième article, Shirley Williams, présidente du parti social-démocrate britannique, adopte une perspective similaire. Elle suggère également un resserrement des politiques américaines et un expansionnisme prudent en Europe. Mais elle insiste surtout sur l'adoption de politiques structurelles, visant à réformer le secteur industriel et le marché du travail. Tobin ne croit guère à ce type d'approche. Pour lui, il ne sert à rien, par exemple, d'améliorer la formation des jeunes s'il n'y a pas d'emplois. Il considère par contre nécessaire de contrôler les prix et les

salaires, pour éviter une reprise inflationniste.

Tobin n'a pas tort. Les politiques structurelles ne peuvent être efficaces sans un minimum de demande globale, ce que Williams reconnaît. Mais, ce qu'il faut bien voir, c'est qu'une relance durable ne peut reposer que sur le retour à une progression équilibrée de la productivité et des salaires. Tobin croit que ceci peut être garanti par des contrôles sur les salaires, contrôles qui ne se sont pourtant jamais avérés très efficaces. Williams au contraire ne croit pas à une reprise fondée sur une attaque contre les salaires. Elle propose plutôt une relance de la productivité, ce qui, à long terme, semble plus adéquat. Après tout, la progression des salaires ne faisait pas problème tant que la productivité augmentait. Au contraire, c'est sur cette dynamique que reposait la prospérité de l'après-guerre.

Quelles que soient les conclusions que l'on en tire, ce court livre du *Council on Foreign Relations* s'avère très utile. Il permet en effet de faire un tour rapide de la question et de comparer les interprétations conservatrices et libérales, présentées par quelques-uns de leurs plus compétents représentants. Le livre contient également de nombreuses données sur le chômage actuel et sur ses conséquences économiques et sociales. Il s'agit donc d'un ouvrage à recommander, pour tous ceux qui s'intéressent à la crise actuelle.

Alain NOËL

*Graduate School of International Studies
University of Denver, Colorado*

ROSA, Jean-Jacques. *Le rapport Rosa: Politique économique. Volume 1: La Macro-économie et l'État*. Paris, Bonnel, Coll. « Éditions françaises », 1983, 277 p. *Le rapport Rosa: Politique économique. Volume 2: Le social et le politique*. Paris, Bonnel, Coll. « Économie française », 1983, 250 p.

« Les gens qui se paient des mots aimables et détestent l'iniquité oublient en général qu'une réforme consiste à enlever son os à un